

Dans la gestion des problèmes liés à l'endettement, on commence à mettre davantage l'accent sur les aspects du processus d'ajustement qui concernent le développement à moyen terme que sur la correction des déséquilibres à court terme dans les finances extérieures. À la réunion annuelle du FMI et de la BIRD, tenue en octobre 1985 à Séoul, les États-Unis ont proposé un ensemble de mesures (l'initiative Baker) qui feraient évoluer le processus de gestion de la dette en ce sens, notamment une augmentation des prêts de la Banque mondiale, une collaboration plus étroite entre le FMI et la BIRD et une hausse du montant net des prêts des banques commerciales. Diverses institutions étudient activement ces idées.

Position du Canada

Le Canada se réjouit de l'amélioration de la situation, mais reconnaît que les pays débiteurs devront poursuivre leurs efforts d'ajustement et continuer de recevoir un appui financier de sources publiques et privées. Le Canada estime que l'approche cas par cas demeure valable en raison de sa souplesse et de son adaptabilité aux conditions particulières des divers pays. Il faut consolider la situation à partir des acquis, le climat économique étant moins favorable.

Depuis un certain temps déjà, le Canada soutient que les pays industrialisés se doivent d'étudier de nouvelles façons d'aider les pays débiteurs à résoudre leurs problèmes de service de la dette. Le Canada a donc favorablement accueilli l'initiative que les États-Unis ont proposée à Séoul et les banques canadiennes ont elles aussi appuyé les propositions américaines. Le Canada est d'avis qu'il incombe aux grands pays industrialisés de favoriser une croissance soutenue de l'économie mondiale, une baisse des taux d'intérêt réels et la résistance aux pressions protectionnistes.